Burundi : l'ONU juge la situation inquiétante à l'approche des élections

@rib News,Â 12/03/2020 - Source Agence Anadolu Deux mois avant les Ã©lections prÃ©sidentielle, parlementaires et municipales prÃ©vues au Burundi en mai 2020, la Commission d'enquÃªte des Nations Unies sur le Burundi a appelÃ© la communautÃ© internationale Ã encourager le gouvernement Ã rouvrir l'espace dÃ©mocratique, civil et politique du pays.
"Il ne sâ€™agit pas seulement de droits humains fondamentaux, mais Ã©galement dâ€™une exigence absolue pour la tenue d'Ã©lections libres, transparentes et crÃ©dibles dans un climat pacifique", ont dÃ©clarÃ© les membres de la Commission dans un communiquÃ© de presse, rapporte l'ONU sur son site. Lors d'un exposÃ© la veille devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, la Commission a conclu que les huit facteurs de risque communs aux atrocitÃ©s criminelles (dÃ©veloppÃ©s en 2014 par les conseillers spÃ©ciaux des Nations Unies pour la prÃ©vention du gÃ©nocide et la responsabilit de protÃ©ger) qui s'appliquaient au Burundi dans le rapport quâ€™elle avait prÃ©sentÃ© en septembre 2019, sont toujours dâ€™actualitÃ©, indique la mÃªme source. La Commission souligne par ailleurs que certains de ces facteurs sont "encore plus marquÃ©s qu'auparavant ", Ã lâ€™approche des Ã©lections au Burundi. La Commission relÃ¨ve, ainsi, une dÃ©tÃ©rioration d situation en ce qui concerne le facteur de risque d'instabilitÃ© politique, Ã©conomique et sÃ©curitaire. La situation des droits de l'homme au Burundi est aggravÃ©e par la forte dÃ©gradation de la situation Ã©conomique, autre dimension de la crise dans laquelle ce pays dâ€™Afrique de lâ€™Est est embourbÃ© depuis 2015, estiment les experts. La situation humanitaire demeure Ã©galement prÃ©occupante, avec 336.000 rÃ©fugiÃ©s burundais dans les pays voisins et alors que certains dâ€™en eux sont rentrÃ©s dans des circonstances oÃ¹ le "caractÃ¨re volontaire" du retour est discutable, d'aprÃ¨s la mÃªme source. Deux autres facteurs de risque restent d'actualitÃ©. Le premier est liÃ© au climat gÃ©nÃ©ralisÃ© d'impunitÃ© pour les violation graves des droits de l'homme et le second Ã la faiblesse des structures Ã©tatiques pour Ãªtre en mesure de prÃ©venir ou d'arrÃªter les violations. Certains autres facteurs de risque sont plus prononcÃ©s, avec une censure accrue des mÃ©dias par le gouvernement en imposant, sans consultation prÃ©alable, un "Code de conduite pour les mÃ©dias et les journalistes pendant la pÃ©riode Ã©lectorale de 2020 ". Quatre journalistes d'Iwacu, l'un des derniers mÃ©dias indÃ©pendants opÃ©rant au Burundi, ont Ã©tÃ© condamnÃ©s Ã une peine de prison en janvier 2020. Ã€ la lumiÃ¨re de ces dÃ©veloppements inquiÃ©tant commissaires soulignent que la tenue d'Ã©lections crÃ©dibles serait un signe important de changement dÃ©mocratique et de respect des droits de l'homme.